**RAPPORT DE PROGRÈS DE PROJET DU FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**

**PAYS:** République centrafricaine et Tchad

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL: FINAL (Draft 0)**

**ANNÉE DE RAPPORT:** 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** Projet de restauration de la paix et du dialogue entre les communautés affectées par la transhumance transfrontalière (République centrafricaine/Tchad)  **Numéro Projet / MPTF Gateway: MPTF Gateway :** [00113269](https://emea01.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fmptf.undp.org%2Ffactsheet%2Fproject%2F00113269&data=02%7C01%7CJacqueline.carbajal%40undp.org%7C0c0e185c9d474017539e08d65ab79373%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C636796141828174986&sdata=roWMAXRxygeKR5YxfciscqIXBcodYhvkGWft%2BPZsat8%3D&reserved=0) (Tchad) et [00113333](https://emea01.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fmptf.undp.org%2Ffactsheet%2Fproject%2F00113333&data=02%7C01%7Cmarie.guisse%40undp.org%7C086e0bf87c004dc4cdb108d65ee6d1b2%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C636800742777783258&sdata=G1Qw4zSJoEqT5ooifyHPXQhkTHOpOT%2FG7fKmmaiyKc0%3D&reserved=0) (République centrafricaine) | |
| **Si le financement passe par un fonds fiduciaire («Trust fund»):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom des agences récipiendaires:**  **RUNO: FAO en RÉPUBLIQUE CENTRAFICAINE  (Agence coordinatrice)**  **RUNO: OIM en RÉPUBLIQUE CENTRAFICAINE**  **RUNO: FAO au TCHAD**  **RUNO: OIM au TCHAD** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 05/12/2018 (Tchad) et 10/12/2018 (République centrafricaine)  **Date de fin de projet:** 30/12/2020  **Le projet est-il dans ses six derniers mois de mise en œuvre?** Fin du projet | |
| **Est-ce que le projet fait partie d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (par ex., sortie de mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  FAO République centrafricaine 750 000 USD  OIM République centrafricaine 750 000 USD  FAO Tchad 750 000 USD  OIM Tchad 750 000 USD  Total: 3 000 000 USD  Taux de mise en œuvre approximatif exprimé en pourcentage du budget total du projet: **95%**  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible à la promotion de l'égalité des sexes:**  Indiquez le montant (USD) du budget alloué dans le document de projet aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **505 042,59 USD**  Indiquez le montant (USD) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **656 080,38 USD** | |
| **Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes du projet: 2**  **Degré de risque du projet: 2**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF («PBF focus area»): 2.3** | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par: Bakary Cissé  Rapport approuvé par: RUNOs  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés à la covid-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1: Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel, etc.) (limite de 1 500 caractères) :

* **Établissement d’un système de gestion des flux de transhumance:** La collecte de données relatives aux flux de transhumance a permis d’améliorer la compréhension des différents aspects de la transhumance – à savoir les flux ou les causes de conflits – et de réunir des informations sur les éleveurs. La mise en place de mécanismes d’alerte précoce et d’un réseau d’informateurs, qui relayent les informations pertinentes à l’élaboration de stratégies d’atténuation et de médiation des conflits pastoraux, a permis un meilleur suivi des mouvements de transhumance en République centrafricaine et à la frontière avec le Tchad, assurant ainsi une transhumance sure et organisée.Un certain niveau de confiance a été établi entre transhumants et agriculteurs. Le taux de conflits a diminué (234 cas en 2020 contre 289 en 2019) et le règlement à l’amiable des tensions locales a été privilégié.
* **Renforcement de la cohésion sociale entre communautés transfrontalières et éleveurs transhumants:** Le développement d’un dialogue entre communautés d’agriculteurs sédentaires et d’éleveurs transhumants, en veillant à l’inclusion systématique des jeunes et des femmes, a permis d’élaborer des mécanismes de gestion des conflits liés à la transhumance basés sur des informations fiables et stratégiques, mais aussi de renforcer la résilience des éleveurs et agro-éleveurs. La perception négative qu’avaient les populations résidentes sur la transhumance s’est améliorée.
* **Reprise du dialogue institutionnel:** le projet a permis à la République centrafricaine et au Tchad de reprendre le dialogue institutionnel et politique au niveau national (entre acteurs nationaux) et transfrontalier (entre acteurs de chaque côté de la frontière) sur la problématique des conflits liés à la transhumance.
* **Défis:** Une saison pluvieuse prolongée, les inondations survenues dans deux points de suivi (Ngarba et Tiri) et l’insécurité à Ndélé (préfecture de la Bamingui-Bangoran) en République centrafricaine ainsi que la situation sanitaire liée à la pandémie de covid‑19 ayant entraîné la mise en place de mesures barrières, de confinement et de restriction des mouvements ont constitué les principaux défis rencontrés au cours de la mise en œuvre du projet.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple, dialogues nationaux, congrès des jeunes, projections de films (limite de 1 000 caractères):

Les activités suivantes n’ont pas pu être réalisées:

République centraficaine:

1. Construction d’infrastructures agropastorales (puits pastoraux, aire d’abattage et marché à bétail);
2. Développement d’activités génératrices de revenus (AGR);
3. Raisons de cette situation:

* Affrontements entre groupes armés entraînant une dégradation de la sécurité et un accès restreint à la zone du projet;
* Déplacement massif forcé de la majorité de la population (population déplacée à l’intérieur de son pays), dont les membres des comités locaux de paix et d’autres bénéficiaires;
* Retards d’activités liés à l’impact des mesures barrières pour limiter la propagation de la pandémie de covid-19;
* Crise électorale de décembre 2020 qui s’est prolongée au-delà de mars 2021.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE:

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a contribué. Ceci ne doit pas être une liste des activités achevées, mais une description des progrès réalisés vers l’objectif principal du projet. (limite de 1 500 caractères):

Les progrès majeurs de consolidation de la paix réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet peuvent être ainsi résumés:

- Meilleures gestion des flux migratoires et compréhension des dynamiques de transhumance via le renforcement et l’équipement du poste frontalier au Tchad. Mise en œuvre d’une *Displacement Tracking Matrix* (DTM) dans les deux pays afin de développer une cartographie régulièrement mise à jour et de matérialiser les conflits, les catastrophes naturelles ou les mouvements pouvant occasionner des conflits. Informations permettant aux autorités locales et aux acteurs clés de mieux prévenir les conflits via les comités d’entente.

- Renforcement des échanges entre communautés via la mise en place de comités de dialogue sur la transhumance. Par exemple, le maire de Kabo a joué le rôle de médiateur entre les éleveurs et les agriculteurs en les sensibilisant à l’importance de délimiter sans violence et de respecter les zones de pâturages et d'agriculture.

- Formation des Champions de la paix et des Comités locaux de paix dans la préfecture du Bamingui-Bangoran (Ndélé) ainsi que des représentants des structures locales de paix (total de 49 personnes, dont 17 femmes).

- Formation des leaders communautaires sur la gestion des rumeurs, les systèmes d’alertes précoces, l’éducation à la paix et les techniques de transformation des conflits.

- Relance et renforcement du dialogue institutionnel entre les deux pays: première réunion sur la transhumance entre les deux pays, organisée en décembre 2019 à N’djamena (la dernière réunion de cette nature datait de 2012). Deuxième réunion sur la transhumance organisée au niveau local (frontalier), à Maro au Tchad, en mars 2020, avec la participation de délégations centrafricaine et tchadienne. De plus, une stratégie de plaidoyer conjointe a été développée afin de pérenniser les acquis de cette initiative. Durant la préparation de cette réunion, le contact direct entre les ministères de l'élevage et des affaires étrangères des deux pays a été renoué et une communication officielle conjointe a encouragé la réactivation de la Commission mixte tchado‑centrafricaine qui s’est, par la suite, réunie en décembre 2019 à N’Djamena. Le partage d’informations entre autorités locales et acteurs des deux côtés de la frontière a abouti à la prévention de conflits grâce à la médiation.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de la façon dont il a amélioré la vie des personnes dans le pays – si possible, incluez des citations directes de bénéficiaires ou des liens internet vers la communication stratégique publiée. (limite de 2 000 caractères):

Les activités de cartographie et de formation ont permis le renforcement des capacités des enquêteurs issus des communautés, des leaders communautaires, des autorités locales et de membres des comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP) de l’Accord politique de Khartoum sur des sujets particulièrement sensibles et liés aux violences basées sur le genre, à la gestion des conflits et aux droits de l'homme.

En République centrafricaine, la sensibilisation des éleveurs par les autorités locales a participé à sécuriser les cultures vivrières dans la zone du projet. Le démarrage des activités a doté les autorités d’instruments de sensibilisation de la population. Ainsi, le règlement d’un conflit à l'amiable entre commerçants de bétail et propriétaires de parcelles cultivées (champs) aux alentours du marché à bétail a été signalé à Ndélé.

**Témoignage d’un éleveur (Ndélé, République centrafricaine):**

«*Notre problème n’est pas enraciné dans le conflit avec les paysans. Les taxes illégales et abusives des groupes armés, les vols de bœufs, les brimades, le manque de pâtures pour nos troupeaux nous amènent à nous retrouver aux mêmes endroits que les cultivateurs. Nous nous sommes souvent affrontés. Mais aujourd’hui, l’organisation non gouvernementale* Search for Common Ground *nous a formés pour collaborer et faire face à ce qui nous divise. Nous avons maintenant compris que ce n’est pas une solution de rester en conflit ni de mettre notre vie en danger. Alors, avec votre soutien, il nous faut du temps pour que cette sensibilisation qui a commencé puisse toucher tous nos frères qui sont loin dans la brousse, afin que la paix revienne*». Aba Moural, représentant des éleveurs en République centrafricaine.

Le réseau d’informateurs établi a permis de renouer les liens entre les différentes communautés concernées par la transhumance. Ce réseau, constitué de leaders ou «sentinelles», joue le rôle d’intermédiaire entre population transhumante et population autochtone et participe à la résolution des conflits agriculteurs-éleveurs.

Le rôle d’intermédiaire de ces leaders dans la résolution de conflits a permis d’établir un climat de confiance entre transhumants étrangers, éleveurs centrafricains et agriculteurs. Les leaders ont favorisé la diminution du nombre de conflits, le règlement à l’amiable des tensions locales ainsi qu’une meilleure gestion et sécurisation des frontières. Les sentinelles et les représentants des éleveurs, des agriculteurs et des autorités locales ont noté une baisse du nombre de conflits par rapport aux années précédentes.

Grâce au soutien apporté par le projet aux six comités d’entente, ces structures se sont chargé de la cohabitation entre éleveurs et cultivateurs. Selon le Président du comité d’entente de Maro, M. Yansalbaye Magloire, les formations reçues ont participé à la diffusion de nouvelles techniques de sensibilisation et de gestion apaisée des conflits auxquelles ont pris activement part 17 campements et villages regroupant une population de 352 personnes (212 hommes et 140 femmes).

**Partie II: Progrès par résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin; pour les rapports de novembre: janvier-novembre; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a eu un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *«On track» – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel;*
* *«On track with peacebuilding results» –* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ce progrès est plus probable pour les projets matures que pour les projets nouveaux.*

*Si votre projet compte plus de quatre résultats, contactez PBSO (Bureau d’appui à la consolidation de la paix) pour modifier le canevas.*

**Résultat 1: Les stratégies de réponse et de résilience sont renforcées et facilitées par des données fiables de la cartographie de la mobilité pastorale.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès:** (limite de 3 000 caractères)

**République centrafricaine:** Outre les activités de sensibilisation sur la cohésion sociale et les violences basées sur le genre prévues dans le cadre du projet, l’Organisation internationale pour les migrations (OIM) a fourni des données fiables sur la mobilité pastorale grâce à la DTM. L’un des objectifs de la DTM est de parvenir à relancer les discussions sur l’officialisation des couloirs de transhumance et la promotion de bonnes pratiques de régulation du cycle de transhumance, tout en réduisant les risques d’incident. L’OIM a réalisé: (i) une revue documentaire des données existantes; (ii) une cartographie avec la participation des principaux acteurs de la transhumance dans les zones ciblées; (iii) le relevé de coordonnées grâce au système de positionnement universel (GPS); (iv) l’animation de groupes de discussion sur la transhumance. Ainsi, 129 groupes de discussion – constitués à 41 pour cent de femmes – ont été animés afin de recueillir les avis des communautés résidentes sur le processus de transhumance dans leur localité. Notons que le processus de collecte des données via la DTM est continu. Au moment de la rédaction de ce rapport, la DTM estimait à 2 261 individus la population déplacée interne liée aux violences accompagnant le cycle de transhumance. L’OIM, grâce au suivi des flux, interagit avec les éleveurs pour mieux comprendre leurs enjeux, tout au long du processus de mobilité pastorale, et diffuse les informations recueillies pour déterminer une meilleure réponse coordonnée. Un rapport sur le premier cycle de collecte était en cours de validation (par l’OIM et la FAO) au moment de la rédaction du présent document. La collecte de données a été poursuivie sur les dix points de suivi jusqu’à la fin du mois de décembre 2020, avec les premières vagues de descentes pour la transhumance transfrontalière.

**Tchad:** La collecte de donnée avec la Confédération des organisations professionnelles des pasteurs et acteurs de la filière bétail au Tchad (COPAFIB) a suivi son cours et a permis de cartographier deux mouvements de transhumance (Annexe 1, 2 et 3) avec l’appui du mécanisme de système établi dans le cadre du projet. Le mécanisme d’alerte est constitué de leaders et de l’équipe de supervision de l’OIM de Sarh. Les leaders informent l’équipe de l’OIM d’un conflit ou mouvement inattendu susceptible d’entraîner un conflit dans les quarante-huit heures qui suivent son observation. Ceci permet de rédiger un rapport d’alerte. Les sentinelles notifient notamment aux communautés les cas de mouvements de personnes, une estimation du nombre des personnes déplacées, la zone d’accueil ainsi que les pertes en matériel et en vies humaines. Les sentinelles ont également été formées à rapporter les situations de catastrophes naturelles pouvant entraver les activités pastorales dans la zone. En cas de conflit, les comités d’entente communautaires interviennent auprès des parties prenantes pour éviter toute escalade, en organisant, au besoin, des médiations en collaboration avec la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC).

Tous les leaders et collecteurs de la COPAFIB ont été formés en janvier 2020 par l’OIM à la méthodologie et aux outils de collecte de données.

Ainsi, le renforcement des capacités des institutions et acteurs clés a permis l’acquisition de connaissances qui participent à une meilleure gestion des mouvements liés à la transhumance et des couloirs de transhumance ainsi qu’à la promotion d’un dialogue concret. Les méthodes de collecte de données sur la mobilité pastorale développées ont permis de mieux suivre les mouvements liés à la transhumance à l’intérieur et entre les deux pays. La mise en place de mécanismes d’alerte précoce et de partage d’informations pertinentes, de stratégies d’atténuation et de médiation des conflits ont permis de restaurer un environnement de confiance entre éleveurs et agriculteurs.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*limite de 1 000 caractères*)*

D’importants efforts ont été réalisés afin d’identifier systématiquement les femmes ou leurs organisations ainsi que les jeunes et de les impliquer dans plusieurs activités (notamment la sensibilisation, la collecte de données, les réseaux d’informateurs et de suivi des flux migratoires, le système de gestion des frontières). Un minimum de 30 pour cent de femmes (bénéficiaires) était systématiquement inclus dans ces activités.

L’analyse du contexte sensible au genre a permis aux équipes du projet: (i) de réaliser un état des lieux et/ou un constat, dans les zones de mise en œuvre (communes, villages, campements, etc.), des différences entre hommes et femmes en termes d’activités, des besoins spécifiques des femmes et des jeunes, des contraintes, de l'accès et du contrôle des ressources et de la prise de décision; (ii) d’analyser les causes probables de ces phénomènes; (iii) d’identifier les acteurs impliqués, leurs comportements, leurs besoins ou intérêts, les stratégies qu’ils utilisent et leurs relations; (iv) d’impliquer tous les acteurs concernés, notamment les femmes et les jeunes, dans l’analyse des problèmes identifiés et la recherche de solutions. Ces actions ont favorisé l’implication et la participation de tous aux différentes activités du projet et de progresser vers l’égalité entre les sexes.

**Résultat 2: Les communautés et les acteurs clefs contribuent activement à la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance et les comités de dialogue sont renforcés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès:** (limite de 3 000 caractères)

**République centrafricaine:** Suite au partenariat signé avec la FAO pour la mise en œuvre d’activités de sensibilisation et de cohésion sociale, l'organisation non gouvernementale (ONG) *Search for Common Ground* a procédé à la formation des Champions de la Paix, des structures locales de paix et des autorités locales à l’approche «*Common Ground*» en ciblant les communautés touchées par les conflits liés à la transhumance dans la préfecture du Bamingui-Bangoran. Ainsi, 26 personnes ressources, influentes dans leurs communautés respectives, ont été identifiées et nommées «Champions de la paix»; elles ont bénéficié du renforcement de leurs capacités et ont soutenu la mise en œuvre des activités de sensibilisation et des actions communautaires de consolidation de la paix et de cohésion sociale par la voie du dialogue entre les communautés.

Afin de renforcer les mécanismes de dialogue communautaire et de consolidation de la paix dans les zones transfrontalières de la République centrafricaine et du Tchad, la FAO et *Search for Common Ground* ont organisé un atelier d’élaboration du Plan d’action communautaire pour les structures locales de paix à Ndélé et ses environs. Ainsi, 57 participants regroupant des représentants d’autorités locales, des conducteurs de taxi-moto, des commerçants, des délégués d’éleveurs et d’agriculteurs, des leaders religieux et des membres des comités locaux de paix ont bénéficié de la formation. Au sortir de cet atelier, plusieurs participants ont partagé leur expérience ainsi que leur ressenti face à certaines situations de conflits entre éleveurs et agriculteurs. Afin de pérenniser les initiatives du projet, plusieurs recommandations ont été faites au *Peacebuilduing Fund* ainsi qu’à la FAO, notamment celle d'impliquer dans les activités les groupes armés car, en imposant des taxes aux éleveurs, ils sont parfois à l’origine des problèmes survenant lors de la transhumance. Aussi, l’ONG VERCA, partenaire d’exécution de la FAO, a mis en place et renforcé les capacités des sept comités chargés de prévenir et de gérer les conflits liés à la transhumance. Au total, 75 leaders communautaires, dont neuf femmes, ont été formés, ce qui a permis aux comités de mieux sensibiliser les communautés sur la gestion pacifique des ressources pastorales. Sept contrats sociaux ont été établis entre les agriculteurs et les éleveurs dans les préfectures de la Nana-Gribizi (Botto, Ndomete et Mbres) et de l’Ouham (Kabo, Batangafo, Ouaki et de Farazala). Enfin, 97 533 bovins (97 pour cent du cheptel) pris en charge par le projet ont été vaccinés contre la péripneumonie contagieuse des bovins et 100 000 ont bénéficié d’un déparasitage.

Par ailleurs, entre le 24 avril et le 4 mai 2020, la FAO a sensibilisé des éleveurs, vaccinateurs, leaders communautaires et comités locaux de dialogue à la lutte contre la propagation de la covid-19 dans les zones de Kaga‑Bandoro, Batangafo et Kabo, afin d’éviter la contamination des acteurs de la transhumance. Au total, 71 personnes ont été sensibilisées lors de cinq séances.

**Tchad:** La FAO et la Direction de l’Organisation des professionnels de l’élevage et de la sécurisation des systèmes pastoraux (DOPESSP), partenaire de mise en œuvre, ont organisé des activités de cohésion sociale, des formations, des sensibilisations et des émissions radiophoniques. Les formations sur la gestion apaisée des ressources naturelles et leur utilisation ont concerné les autorités administratives, traditionnelles et militaires, les représentants des organisations communautaires de base et les directions de services techniques de l’État.

Deux autres sessions de formation concernant la complémentarité agriculture-élevage ont été orientées sur le renforcement de la cohésion entre ces acteurs du développement rural. Selon M. Ahmat Kariche, président de la Fédération des éleveurs de la Grande Sido, cette formation a permis de mettre en lumière la complémentarité des agriculteurs et des éleveurs: «*Nous avons davantage de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent. Nous devons plus mettre en exergue ce qui nous unit*». Une campagne de vaccination et de déparasitage de 100 000 têtes de bétail a été réalisée dans la zone de Maro.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*limite de 1 000 caractères*)*

Les femmes ou leurs organisations et les jeunes ont été systématiquement impliqués dans toutes les activités, notamment celles de sensibilisation, de cohésion sociale et de dialogue intercommunautaire (composition des comités locaux de prévention et de gestion des conflits et gestion des ressources naturelles, identification des Champions de la paix, etc.), de formations et de renforcement de capacités ainsi que lors de la mise en œuvre d’activités génératrices de revenus (AGR). Un pourcentage minimum de 30 pour cent de femmes (bénéficiaires) était systématiquement inclus dans les comités de dialogue et les AGR, les formations, les vaccinations, le déparasitage du bétail, etc. Ce taux minimum d’inclusion des femmes a parfois été plus élevé comme dans le cas de la formation des Champions de la paix à Ndélé où ce taux a atteint 60 pour cent.

**Résultat 3: La gestion des frontières est améliorée et le dialogue autour de la transhumance entre les deux pays, appuyé.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:*On track with peacebuilding results*

**Résumé de progrès:** (limite de 3 000 caractères)

**République centrafricaine:** Une collecte de données a été effectuée entre le 1er janvier et le 15 février 2020 par l’OIM à travers la DTM, à la suite de la réalisation d’une cartographie participative appuyée par la FNEC et l’Agence nationale de développement de l’élevage (ANDE).

La présence d’éleveurs transhumants affecte la perception de la situation sécuritaire, surtout à cause de la présence visible de certains éleveurs armés. Cette situation limite la liberté de mouvement des populations locales, avec un impact particulièrement négatif sur les populations déplacées internes.

Il a aussi été indiqué que, dans certaines localités, des personnalités traditionnellement associées à la gestion de la vie des communautés voient leur pouvoir de prise de décision réduit ou subissent l’ingérence des groupes armés, rappelant ainsi la nécessité de renforcer l’appui à la présence institutionnelle étatique et le besoin d’accompagner de potentiels acteurs externes vers la consolidation d’un mécanisme fonctionnel de régulation de la transhumance.

Le suivi par l’OIM, entre juillet 2019 et août 2020, des mouvements de retour des populations dans la zone de projet a montré une augmentation de 23 pour cent (Rapports DTM, Rounds 8, 9, et 10).

**Tchad:** Quatre séances de formation sur le Système d’analyse des données et des informations migratoires (MIDAS), dans le cadre du renforcement des capacités de gestion des frontières, ont eu lieu à Maro, Ndjamena et Sarh et ont regroupé policiers, superviseurs, chefs traditionnels et autorités locales (Voir le rapport de formation en annexe).

Le guide et sa version de poche, mis à la disposition des praticiens, ont été validés par les parties prenantes et le Bureau régional de l’OIM (Annexes 7 et 8).

Une première réunion sur la transhumance transfrontalière entre la République centrafricaine et le Tchad a eu lieu à N’djamena du 4 au 6 décembre 2019. Elle a été organisée par le Gouvernement du Tchad en collaboration avec la FAO, l’OIM et le Gouvernement de la République centrafricaine. Cette réunion a renforcé le dialogue inter‑institutionnel et la communication politique entre les deux pays quant aux enjeux de la transhumance et a permis de développer des mécanismes de communication institutionnelle et de gestion frontalière de la transhumance transfrontalière.

Une seconde réunion s’est tenue du 17 au 19 mars 2020 à Maro, au Tchad. Cette réunion a été organisée par le Ministère de l’élevage et des productions animales de la République du Tchad en collaboration avec la FAO au Tchad et la République centrafricaine.

À l’issue de ces deux réunions, des recommandations ont été adoptées: (i) Réactiver l’accord bilatéral sur les mouvements du bétail entre le Tchad et la République centrafricaine; (ii) Restaurer les rencontres de la Commission mixte République centrafricaine/Tchad en mettant un accent particulier sur la transhumance transfrontalière; (iii) Favoriser une régulation conjointe et inclusive au niveau national et local de la transhumance transfrontalière; (iv) Prendre en compte le rôle et la responsabilité des femmes dans chaque mécanisme de gestion de la transhumance transfrontalière; (v) Actualiser et harmoniser les textes réglementaires et législatifs; (vi) Renforcer les infrastructures agropastorales; (vii) Promouvoir l’accès aux services sociaux de base pour les populations transhumantes; (viii) Favoriser l’établissement de chartes locales transfrontalières (voir annexes); (ix) Élaborer un plaidoyer pour le renforcement du dialogue politique et institutionnel entre la République centrafricaine et le Tchad autour de la transhumance transfrontalière. Ce plaidoyer a été élaboré grâce aux données et informations collectées auprès des acteurs des deux pays.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*limite de 1 000 caractères*)*

Idem que pour le Résultat 2.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (limite de 1 000 caractères)  Le suivi est assuré régulièrement par l'équipe du projet. Un planning a été élaboré pour faciliter l'exécution des activités. Des missions régulières sur le terrain en République centrafricaine et au Tchad ont eu lieu. Les rapports de suivi sont disponibles en annexe. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui |
| **Évaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?  Non | Budget pour l’évaluation finale (réponse obligatoire): 50 000 USD  Si le projet se termi e dans les six prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*limite de 1 500 caractères*)*: |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur: Montant (USD):  Union européenne (UE): 2 357 490  bNom de donateur: Montant (USD):  Ambassade de France: 600 000  Nom de donateur: Montant (USD):  Consortium FCDO, UE et *Worshipful Company  of Arbitrators*: 5 893 725 |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (limite de 1 500 caractères) | L'implication et la responsabilisation des comités locaux de dialogue dans la sensibilisation et la gestion des conflits éleveurs-agriculteurs a conduit à la mise en place de comités préfectoraux de transhumance. Ces derniers ont permis de diminuer les tensions dans certaines localités et constituent un gage de pérennisation des actions de consolidation de la paix.    L’égalité des sexes a largement occupé les discussions de sensibilisation des autorités administratives et coutumières. L'autonomisation des filles et des femmes via des activités contribuant à renforcer leur accès aux moyens d'existence a été relevé au cours de ces réunions. On note que le critère genre a été pris en compte dans la composition des comités cantonaux de paix. En prélude à la mission d'information sur le projet conduite à Maro par la FAO Tchad, le Secrétaire général du département de la Grande Sido, M. Bienvenue Simadjingar, a rapporté que, selon le Préfet dudit département, il avait été question de l'implication des femmes dans les structures de dialogue intercommunautaire, comme vecteur de renforcement de la paix et de la cohésion sociale. Au total, 17 personnes dont cinq femmes ont pris part à cette réunion de sensibilisation. La participation des femmes aux formations a été systématiquement recherchée; en outre, dans le cadre de l'élaboration des questionnaires de collecte d'informations sur le passage des transhumants, un questionnaire spécifique pour les femmes a été élaboré afin de collecter leur opinion sur le phénomène migratoire dans le cadre de groupes de réflexion dédiés. La dynamique de genre est en effet prise en compte dans le cadre du Résultat 1 au vu de l'impact spécifique de la transhumance sur les femmes (incidents de protection, impact économique, etc.)  Au cours de la mission conjointe de sensibilisation menée du 9 au 20 Juillet 2020 sur les infrastructures pastorales, les comités de paix de la Grande Sido ont souhaité bénéficier d’un local à Maro afin d'accueillir leurs réunions et d’autres manifestations en faveur la paix dans le département de la Grande Sido. Un tel local a également été requis à Sido, ville frontalière avec la République centrafricaine. Le comité de Sido a exprimé un besoin de formation en techniques de médiation communautaire; cette demande a été fortement soutenue par le Sous-préfet de Sido et le Chef de canton de Maro. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie de covid-19.*

1. Ajustements financiers: Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés à la covid-19.

29 418 USD

1. Ajustements non-financiers: Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

- Une sensibilisation sur les mesures de prévention contre la covid-19 a été organisée dans le département de la Grande Sido (OIM Tchad).

- Les activités de renforcement des capacités auprès des comités de dialogue ou d’entente et de vaccination du bétail, qui d’ordinaire regroupent un grand nombre d’acteurs des communautés, se sont poursuivies avec un public restreint, dans le respect des mesures contre la covid-19 (FAO République centrafricaine et Tchad).

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport):

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du Secrétaire général au «cessez-le-feu mondial»

Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite covid-19 de ce projet (*c’est à dire comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V: ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Étapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  Les stratégies de réponse et de résilience sont renforcées et facilitées par des données fiables de la cartographie de la mobilité pastorale. | Indicateur 1.1  Pourcentage d’augmentation de la confiance des communautés en la performance des institutions et mécanismes de gestion des conflits liés à la transhumance. | 0 | 80% | DTM: Rapport d’évaluation des mouvements de transhumance le long des couloirs de Bamingui-Bangoran, Nana-Gribizi et Kabo: dans 80 des 92 localités ciblées, les communautés jugent favorables les décisions rendues par les comités locaux de paix. | 87% |  |
| Indicateur 1.2  Pourcentage de baisse des incidents de viols et de violences sexuelles relatives aux problématiques de transhumance transfrontalière. | 0 | 20% | MINUSCA:  Surveillance des incidents liés à la transhumance pendant les saisons de transhumance (Groupe de travail sur la transhumance).  Données de janvier à juin:  - 2019: 289 cas  - 2020: 234 cas | 19% |  |
| Produit 1.1  La mobilité pastorale est décrite à travers les collectes de données bimestrielles. | Indicateur 1.1.1  Nombre de cartographies développées et de rapports partagés avec les parties prenantes à la transhumance. | 0 | Trois cartographies et trois rapports. | Méthode DTM:  - collectes de données sur la mobilité pastorale  - Cartographie et matérialisation des activités de transhumance | Trois cartographies réalisées (100%). |  |
| Indicateur 1.1.2  Pourcentage de baisse des déplacements internes causés par les conflits et la violence des mouvements de transhumance. | 67 495  (Forum humanitaire et OCHA, 2018) | 20% | 2 261 personnes déplacées à cause des conflits entre agriculteurs et éleveurs en 2019. | 96,6% (taux d’amélioration lié à l’action conjuguée des acteurs humanitaires et de la MINUSCA). | Base de donnée 2018: une très faible part de déplacements liés aux activités criminelles des groupes armés est certainement possible. |
| Produit 1.2  Les mouvements transfrontaliers de populations mobiles et transhumantes sont désormais sûrs et facilités par les éléments locaux impliqués dans la chaîne de sécurité. | Indicateur 1.2.1  Augmentation de la sureté des mouvements transfrontaliers de populations mobiles et transhumantes. | 0 | 25% | DTM: le rapport du suivi des flux des mouvements transhumants validé en août 2020 révèle que la sureté de la mobilité s’est améliorée d’environ 55,8%, selon l’avis des communautés des localités enquêtées. Dans 44,2% des cas (57 localités sur 129), les mouvements transhumants ont été accompagnés de conflits. | 55,8% |  |
| Indicateur 1.2.2  Nombre d’agents spécialisés de chaque pays, formés sur la gestion intégrée des frontières incluant les flux migratoires et transhumants. | 0 | 200 agents dont 30 hommes, 70 femmes, 50 jeunes garçons et 50 jeunes filles. | Des sessions de formation ont été organisées à l’intention des techniciens de l’élevage, de l’agriculture et des associations d’éleveurs en République centrafricaine et au Tchad. Certaines sessions ont parfois vu la participation de l’OIM, de la MINUSCA et d’autres partenaires de mise en œuvre (agriculture, élevage). | 100% |  |
| **Résultat 2**  Les communautés et les acteurs clés contribuent activement à la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance et les comités de dialogue sont renforcés dans les zones transfrontalières. | Indicateur 2.1  Pourcentage accru de résolution des conflits à travers les comités de dialogue. | 0 | ≥ 50%  3 000 bénéficiaires dont:  450 hommes (15%), 1 050 femmes (35%), 750 garçons (25%) et 750 filles (25%) | Les comités de dialogue ont résolu 15 conflits sur 20 enregistrés. Parmi les cinq non résolus, deux au Tchad ont été transmis à la justice (juge de paix) où ils ont été résolus, et trois en République centrafricaine ont été résolus par des groupes armés. | 75% |  |
| Indicateur 2.2  Retour accru des populations (agriculteurs/  éleveurs) dans les zones d’intervention | DTM Round 8 – juillet 2019 (115 074 retournés dans la zone du projet) | ≥ 25% | DTM Round10 – août 2020 (141 646 retournés) | 23,1% d’amélioration | Les fréquents vols de bétail des éleveurs transhumants par certains jeunes désœuvrés suivis de représailles de la part de transhumants armés ainsi que les exactions des groupes armés sur les populations (transhumants, populations résidentes), entraînant parfois de violents conflits, ont très souvent ralenti les mouvements de retour des populations déplacées dans leurs localités d’origine. Toutes les activités prévues et nécessaires ont été menées, mais s’agissant d’un indicateur d’effet, il n’y a aucun moyen direct pour le faire évoluer au rythme prévu. Nous espérons que le temps et les efforts à venir vont renforcer l’effet. |
| Produit 2.1  Les mécanismes de dialogue communautaire et de la consolidation de la paix sont facilités et renforcés dans les zones transfrontalières. | Indicateur 2.1.1  Amélioration de la perception de la sécurité personnelle des populations dans les régions ciblées et dans les zones transfrontalières | Faible perception | ≥ 50% | DTM :  70% des localités évaluées ont connu des conflits liés au passage d’éleveurs. | 30% environ  (39 localités sur 129 ont un regard relativement positif sur la situation sécuritaire). | La présence d’éleveurs transhumants, affecte la perception de la situation sécuritaire, surtout à cause de la présence visible d’éleveurs armés. Cette situation limite la liberté de mouvement des populations locales, avec un impact particulièrement négatif sur les populations déplacées internes dont les moyens d’existence sont déjà limités. Compte tenu de la présence des groupes armés, la situation ne crée pas un climat favorable pour encourager les communautés à jouir du bénéfice d’une transhumance pacifique. Toutes les activités prévues et nécessaires ont été menées mais comme il s’agit d’un indicateur d’effet, il n’y a pas de moyen direct pour le faire évoluer au rythme prévu. Nous espérons que le temps et les efforts à venir vont renforcer l’effet. |
| Indicateur 2.1.2  Pourcentage de membres des comités de dialogue indiquant une meilleure capacité à résoudre les conflits à base communautaire. | Faible capacité | 70% | Implication de 1 072 membres des comités de dialogue dans la résolution de 20 conflits communautaires majeurs grâce à une forte mobilisation des membres (République centrafricaine, Tchad).  Seules 511 membres de ces comités présente une capacité accrue à résoudre les conflits.  La réhabilitation des infrastructures pastorales, ainsi que le développement d’AGR n’ont pas été réalisées en République centrafricaine. | 47,67% | Voies d'accès dans la zone du projet impraticables en saison pluvieuse (République centrafricaine et Tchad).  Temps des escortes militaires trop longues en République centrafricaine, rallongeant ainsi les délais d'exécution des activités sur le terrain.  Insécurité chronique dans les zones du projet: à Ndélé dans la Bamingui-Bangoran, les activités ont été paralysées pendant plus de deux mois. |
| Produit 2.2  Le dialogue intercommunautaire entre agriculteurs et éleveurs et entre  éleveurs des deux pays est  renforcé à travers des initiatives  conjointes d’appui au bétail. | Indicateur 2.2.1  Taux d’adhésion des populations aux activités des comités de dialogue. | < 10%  492 personnes  dont 274 femmes (55,7%) | ≥ 80%  432 personnes bien impliquées) dont 255 femmes (51,8%) | - Sensibilisation et remise de huit motos dont sept aux comités de dialogue et une au Secteur départemental de l’élevage, afin de renforcer leur capacité d’intervention dans le cadre des résolutions de conflits. Cette action a encouragé l’implication des acteurs dans les sessions de sensibilisation à la cohabitation pacifique et dans les autres activités des comités (Tchad).  - Réalisation et mise à disposition de six puits pastoraux pour les éleveurs transhumants (Tchad).  - Adhésion massive aux campagnes de vaccination (200 000 animaux) et de déparasitage du bétail (200 000 animaux). | 87,8%  197 533 animaux vaccinés  (2 467 doses perdues)  200 000 animaux déparasités |  |
| Indicateur 2.2.2  Participation accrue des deux communautés aux initiatives conjointes (agriculteurs/ éleveurs). | < 2% | 60% | Tchad: 753 personnes dont 258 femmes (34,3%) et 213 hommes des deux communautés (autorités, agriculteurs, éleveurs, leaders communautaires et techniciens) ont pris part aux différentes activités réalisées par les comités de dialogue (sensibilisation, résolution de conflits, gestion des ressources naturelles, AGR, activités culturelles et sportives, vaccination du bétail, etc.).  République centrafricaine: 1 536 personnes  dont 485 femmes (31,6%) et 1 051 hommes. | 76,3%  (2 289 bénéficiaires sur 3 000 prévus) |  |
| **Résultat 3**  La gestion des frontières est améliorée et le dialogue autour des réunions de transhumance transfrontalière entre les deux pays appuyé. | Indicateur 3.1  Existence d’un cadre de dialogue sur la transhumance entre la République centrafricaine et le Tchad. | Aucun contact | Un cadre de dialogue sur la transhumance est effectif. | Cadre de dialogue mis en place (Commission mixte République centrafricaine/Tchad réactivée).  Deux réunions tenues: 4‑6 décembre 2019 à N’Djamena et 17‑19 mars 2020 à Maro, au Tchad. | 100% |  |
| Produit 3.1  Renforcement des capacités du système de gestion des frontières à travers la formulation de procédures opérationnelles standard (POS) et l’appui en équipement. | Indicateur 3.1.1  Des méthodes claires et efficaces sont adoptées par le système de gestion des frontières pour assurer la sécurité et une meilleure organisation des mouvements de transhumances transfrontaliers. | 0 | Validation des POS par le système de gestion des frontières et publication des POS. | POS disponibles | 100% |  |
| Indicateur 3.1.2  Les membres du système de gestion des frontières sont formés à l’utilisation du système MIDAS. | 0 | 25 | Formation de 39 agents du système de gestions des frontières, puis installation des équipements du MIDAS dans le bâtiment construit au poste frontière de la Grande Sido (Tchad) | 156% |  |
| Produit 3.2  Les plates-formes de dialogue sur la transhumance transfrontalière et les mécanismes de coordination entre la République centrafricaine et le Tchad sont renforcées à travers une communication régulière. | Indicateur 3.2.1  Existence d’une stratégie de plaidoyer facilitant le contact entre les deux pays sur la transhumance. | 0 | Un document | Document disponible | 100% |  |
| Indicateur 3.2.2  Nombre de réunions sur la transhumance transfrontalière organisées. | 0 | ≥ 3 | Deux réunions organisées: du 4 au 6 décembre 2019 à N’Djamena et du 17 au 19 mars 2020, à Maro, au Tchad. | * 50% | Restrictions liées aux mesures barrières liées à la pandémie de covid-19: chaque réunion sur la transhumance transfrontalière regroupe au moins 50 participants, alors que le règlement interdit les rassemblements de plus de 15 personnes.  Les deux dernières réunions n’ont pas pu être organisées en raison de l’interdiction des grands rassemblements liée au respect des mesures barrières contre la covid-19. |